

REPUBLIQUE FRANCAISE

SAINT-
CHAMOND

DOSSIER : N° PC 042 207 24 00044

Déposé le : 05/11/2024

Dépôt affiché le : 07/11/2024

Nature des travaux : Réhabilitation et extension
centre hospitalier du Gier

Demandeur : HOPITAL DU GIER

Adresse: 19 Rue Victor Hugo 42400 ST CHAMOND

Sur un terrain sis à : 19 rue Victor Hugo à SAINT-
CHAMOND (42400)

Référence(s) cadastrale(s) : 207 BP 127

COMMUNE de SAINT-CHAMOND

AVIS FAVORABLE DU MAIRE

Le Maire de la commune de SAINT-CHAMOND

Vu la demande de permis de construire présentée le 05/11/2024 par HOPITAL DU GIER,

Vu l'objet de la demande

- Pour la réhabilitation et l'extension du centre hospitalier du Gier ;
- Sur un terrain situé 19 rue Victor Hugo à SAINT-CHAMOND (42400) ;
- Pour une surface de plancher créée de 726 m²;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants et R.421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 février 2013, modifié par modifications approuvées le 11 mai 2016 et le 29 septembre 2016, mis à jour le 16 janvier 2017 et le 1er juin 2017, modifié par modification simplifiée approuvée le 5 octobre 2017, révisé par révision allégée approuvée le 28 juin 2018, modifié par modification approuvée le 7 février 2019 et par modifications simplifiées approuvées les 17 juillet 2020 et le 24 mars 2022, modifié par modification approuvée le 30 mai 2024, et notamment les dispositions applicables à la zone Ua1;

Vu l'arrêté 2023-011000 portant délégation de signature aux adjoints en date du 26 octobre 2023,

Vu l'avis Favorable de Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024

Vu l'avis pour information de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 15/11/2024

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 21/11/2024

Vu l'avis Favorable de Véolia en date du 13/12/2024

UN AVIS FAVORABLE EST DONNÉ AU PROJET OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE.

Le pétitionnaire devra respecter les **PRESCRIPTIONS** émises dans les avis annexés au présent arrêté ainsi que les prescriptions suivantes :

Electricité :

Hypothèse de puissance de raccordement inférieure à 36KVA. Aucune contribution à des travaux électrique de réseaux ne sera demandée pour ce projet qui ne comporte aucun impact électrique pour le réseau public de distribution.

(Cf avis d'ENEDIS en date du 21/11/2024)

Eau potable :

Cette parcelle peut être raccordée sur la canalisation en fonte DN 150, existante rue Benoit Oriol. La pression de service est de 9 bars environ.

(Cf avis de Véolia en date du 13/12/2024 et Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024)

Défense incendie

La protection incendie la plus proche est le poteau d'incendie n°290 (contrôlé le 29/06/22 à 7.5 bars à 60 m3/h) situé à environ 10 m de la parcelle.

(Cf avis de Véolia en date du 13/12/2024 et Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024)

Assainissement :

Le raccordement des eaux usées et pluviales pourra être réalisé sur le collecteur eaux usées unitaire DN 1600 existant rue Dugas Montbel.

En partie privée, la collecte des eaux usées et des eaux pluviales devra être réalisée séparément.

(Cf avis de Véolia en date du 13/12/2024 Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024)

Voirie :

Accès déjà existant à la parcelle.

(Cf avis de Saint Etienne Métropole - Territoire de proximité du Gier en date du 04/12/2024)



SAINT-CHAMOND, le 11 FEV 2025

Le Maire
Axel DUGUA

PARTICIPATION FINANCIERE A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC)

Conformément à la délibération du Conseil Communautaire de Saint Etienne Métropole du 25 juin 2012 modifiée, les constructions sont redevables de la PFAC, selon le tarif en vigueur au moment du raccordement de la construction.

NOTA BENE : La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement et d'une redevance d'archéologie préventive. Une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Biens immobiliers ».

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.